

Affaire des visas : Le gouvernement marocain renvoie la balle dans le camp de la France

24.11.2022 Affaire des visas : Le gouvernement marocain renvoie la balle dans le camp de la France

Pour la première fois, le gouvernement marocain a mis sous le boisseau la réserve avec laquelle il aborde la réduction par les autorités françaises de l'octroi de visas aux Marocains. Le ministre délégué Mustapha Baitas donne la version de Rabat sur ce sujet.

La réduction, en vigueur depuis septembre 2021, par la France de 50% du nombre de visas accordés aux Marocains, continue de jeter un froid sur les relations entre Rabat et Paris. Ce jeudi 23 novembre, le ministre des Relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement, a fini par renvoyer la balle dans le camp de la France.

«Il faut poser la question à l'autre partie et non au Royaume du Maroc, sachant que le gouvernement marocain a indiqué, à maintes reprises, que si le dossier des visas est lié au retour des mineurs marocains (non-accompagnés, ndlr), il y a des instructions royales claires à cet égard. Il y a eu des instructions adressées, en ce sens, aux ministres de l'Intérieur et des Affaires étrangères», a déclaré Mustapha

Baïtas ce jeudi à l'occasion d'un point de presse.

Le ministre a assuré que la détermination de la partie marocaine à œuvrer pour la concrétisation des directives royales sur ce sujet, s'est heurtée à des «entraves». «Il y a des entraves administratives dans les pays où se trouvent ces mineurs et de la part des acteurs de la société civile. Ces obstacles empêchent ces processus de conduire vers des résultats» positifs, a expliqué le responsable gouvernemental.

Le ministre est revenu sur la «cause» de la crise des visas avec la France pour réitérer qu'il y a «une volonté claire de la part du Roi et du gouvernement» de faciliter le retour des mineurs marocains en situation irrégulière en France et en Europe. «Mais s'il y a une autre raison (de la crise des visas, ndlr), il faut s'adresser à l'autre partie», a-t-il insisté.

Le gouvernement aborde la crise sans réserve

Force est de constater que c'est la première fois que le gouvernement marocain aborde sans réserve cette affaire des visas. Pour rappel, le 25 août, le ministre Mustapha Baïtas s'est contenté, en réponse à une question sur ce sujet, de déclarer que «le gouvernement a écouté les préoccupations des citoyens à cet égard, et ce dossier est sur son agenda».

Cette réaction du gouvernement intervient quelques jours après

les dernières déclarations du président français à cet égard. En marge du sommet de Djerba de l'Organisation internationale de la francophonie, Emmanuel Macron s'est félicité de la «politique de fermeté» dans la délivrance de visas aux pays du Maghreb. «Ce coup de chauffe des derniers mois a eu de l'effet. On voit que les retours (des migrants expulsés) sont facilités». Le refus de reprendre des ressortissants expulsés «n'est pas acceptable», a-t-il précisé.

En septembre 2021, la France avait décidé de réduire le nombre de visas accordés aux Marocains et Algériens de 50% et 30% pour les Tunisiens. Une mesure prise en riposte au «refus du Maroc, l'Algérie et la Tunisie de reprendre des ressortissants» que la France ne souhaite pas et ne peut pas garder sur son territoire, avait expliqué alors le porte-parole du gouvernement français.

Depuis, la France a décidé, le 31 août dernier, de «revenir immédiatement au rythme ordinaire concernant l'octroi des visas pour les ressortissants tunisiens», indiquait le ministère français de l'Intérieur dans un communiqué, sanctionnant des entretiens entre Gérard Darmanin et son homologue tunisien, Taoufik Charfeddine. Avec l'Algérie, une issue heureuse serait à portée de main, a promis la Première ministre française, Elisabeth Borne, dans une interview accordée, le 10 octobre lors de sa visite à Alger, à RFI.

Source

:
<https://www.yabiladi.com/articles/details/134246/affaire-visas-gouvernement-marocain-renvoie.html>